

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 24/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MENUT J**

3 rue de la Motte  
37700 SAINT-PIERRE-ES-CORPS

Références : 351/RAPVI/CC/IC230073  
Code AIOT : 0010000351

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement MENUT J implanté 9 Rue René Cassin Zone Industrielle 28000 Chartres. L'inspection a été annoncée le 03/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MENUT J
- 9 Rue René Cassin, Zone Industrielle 28000 Chartres
- Code AIOT : 0010000351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 30 novembre 1982 modifié, l'établissement MENUT J a été autorisé à exploiter un centre de véhicules hors d'usage et des installations de transit, regroupement et tri de déchets (rubriques 2713, 2791, 2718 et 2711 de la nomenclature ICPE). Lors de l'inspection, il a été constaté que le site situé 9 rue René Cassin à Chartres a été mis à l'arrêt définitif et l'activité transférée sur Gellainville.

Le site comprend actuellement un ancien hangar de stockage abritant également les anciens bureaux de la société MENUT J et une station de distribution de carburant.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 14/04/2022,
- Visite de récolement dans le cadre de la cessation d'activité du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification de la cessation d'activité	Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-1-I	VI 19/06/2019 (R1) et du 14/04/2022 Susceptible de suites	Sans objet
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-1-II et III	VI 19/06/2019 (R1) et du 14/04/2022 Susceptible de suites	Sans objet
3	Usage futur du site	Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-2-II	VI 14/04/2022 Susceptible de suites	Sans objet
4	Mémoire de cessation d'activité	Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-3-I	/	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	VI 14/04/2022 Susceptible de suites	Sans objet
6	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	VI 14/04/2022 Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation d'activité de l'établissement MENUT J a été notifiée au préfet en application de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et la mise en sécurité du site prévue par ce même article est achevée. Compte tenu de l'activité historique du site, un diagnostic de la pollution des sols a été réalisé pour évaluer les effets de l'installation sur son environnement. Suite aux travaux de réhabilitation du site, cette étude conclut qu'aucune surveillance environnementale n'est proposée en l'absence d'enjeu environnemental et sanitaire.

Il convient par ailleurs de noter que les prescriptions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement dont il est fait mention dans le présent rapport sont applicables aux cessations d'activité déclarées avant le 1<sup>er</sup> juin 2022.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification de la cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-1-I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification de la cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de des visites d'inspection du 19/06/2019 (R1) et du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35 [...].</p>
<b>Constats :</b> La notification de la cessation d'activité a été réalisée.
<b>Observations :</b> Constat du 19/06/2019 : L'inspection des installations classées rappelle que conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement l'exploitant notifie au préfet la date de l'arrêt de l'activité trois mois avant celui-ci (R1).  Constat du 25/04/2022 : Arrêt de l'activité sur le site sans notification de la mise à l'arrêt.  Par courrier du 05/05/2022, l'exploitant a notifié au Préfet la mise à l'arrêt définitif de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 30/11/1982 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 24/07/2006, du 19/12/2012, du 25/03/2015, du 27/06/2017 et du 07/01/2019.  La mairie de Chartres, actuellement propriétaire du terrain, a également été informée le 05/05/2022 de la cessation d'activité de la société MENUT J.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-1-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de des visites d'inspection du 19/06/2019 (R1) et du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<b>Constats :</b> La mise en sécurité du site est achevée.
<b>Observations :</b> Constat du 19/06/2019 : L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel [...] qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-39-2 et R 512-39-3 (R1).
Constat du 14/04/2022 : Présence d'une cuve de 20 000 litres non dégazée pouvant entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion.
Le mémoire de cessation d'activité n°202101304 du 02/09/2022 complété par la visite d'inspection du 23/01/2023 permettent de constater que la mise en sécurité du site est achevée.
1° - L'ensemble des déchets ont été évacués du site et l'exploitant a joint les justificatifs à l'appui : -les batteries usagées au plomb ont été envoyées le 18/06/2020 à la Société de Traitements Chimiques des métaux (BSD 47 851 07/2020 : 23,82 tonnes, code déchet 16 06 01*), -les déchets issus du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures ont été évacués le 25/04/2022 (BSD-20220711-377MBWWFA du 11/07/2022 : 1,96 tonnes, code déchet 13 05 07*), -les produits résiduels de ferrailles ont été commercialisés sans production de déchets, -les terres polluées en HCT et en BTEX (code déchet 15 05 04*) ont fait l'objet d'une évacuation entre le 02/05 et le 05/05/2022 vers le Centre de traitement Englobe (683,88 tonnes) et vers l'installation de traitement Séché environnement (1 024,62 tonnes), -les bétons pollués (code déchet 17 05 04*) issus de la démolition de la dalle de rétention ont été transférés les 08 et 09/12/2022 vers le Centre de traitement Englobe (773,50 tonnes).
2° - Les accès sont limités par un portail fermant à clé et le site est entièrement clôturé.
3° - L'inspection des installations classées constate que les risques d'incendie et d'explosion ont été supprimés : -le site n'est pas alimenté en gaz, -l'alimentation électrique a été coupée (le poste de livraison électrique n'est plus présent sur le site, celui-ci a été vendu), -la cuve de stockage enterrée de 20 000 litres a été vidée de son carburant et mise hors tension électrique. La cuve n'a pas été inertée car elle sera réutilisée par le nouvel exploitant (accord convenu entre la société MENUET J, le futur exploitant et le propriétaire du terrain - correspondances du 05 et du 17/05/2022).

4° - Suite aux diagnostics de la qualité des sols réalisés en 2019 et en 2022, l'exploitant a mis en oeuvre des mesures de gestion de la pollution (excavation des sols pollués avec gestion en filière spécifique, proposition d'une servitude d'utilité publique) : cf. Point de contrôle n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Usage futur du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-2-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Usage futur du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation [...] ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.  En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable [...].
<b>Constats :</b> L'avis du maire et du propriétaire du terrain a été sollicité sur l'usage futur industriel du site.
<b>Observations :</b> Constat du 14/04/2022 : L'exploitant n'a pas transmis au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale ainsi qu'au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les documents demandés au premier alinéa de l'article R. 512-39-2-II.  L'exploitant a proposé dans son courrier du 05/05/2022 que l'usage futur du site soit industriel et a sollicité l'avis du maire à ce sujet.  Par courrier du 17/05/2022, la Mairie de Chartres en qualité de propriétaire du terrain et ayant compétence en matière d'urbanisme a émis un avis favorable à la proposition d'usage futur du terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Mémoire de cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/01/2023, article R. 512-39-3-I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mémoire de cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.  Les mesures comportent notamment : 1°- Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2°- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3°- En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4°- Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage [...].
<b>Constats :</b> Un mémoire de cessation d'activité comportant notamment les différentes mesures de gestion des risques a été déposé. Aucune surveillance environnementale n'est proposée en l'absence d'enjeu environnemental et sanitaire.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis le mémoire de cessation d'activité n°202101304 établi par le bureau d'études SOLER IDE en date du 02/09/2022 et comprenant : -la liste des parcelles cadastrales concernées ainsi qu'un plan délimitant l'emprise du site ; -les éléments relatifs à l'étude historique, documentaire et mémorielle de la zone investiguée ; -les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site ; -les éléments relatifs à la vulnérabilité des milieux ; -les investigations réalisées sur les sols et l'interprétation de leurs résultats ; -le schéma conceptuel et l'analyse des enjeux sanitaires ; -les mesures de gestion de la pollution du site ; -la proposition d'instituer une servitude d'utilité publique ; -le mémoire de fin de travaux de réhabilitation du site ; -le dossier des ouvrages exécutés (DOE) relatif aux travaux de terrassement, tri et évacuation des terres et bétons pollués.  S'agissant du diagnostic des sols, deux études d'évaluation environnementales ont été réalisées en 2019 et en 2022 (rapports RESIIF09134-01 de GINGER BURGEAP du 15/01/2019 et n°028171 SI REN 02 a de la société ENGLOBE de 2022).  En 2019, huit sondages à la tarière mécanique ont été réalisés et ont permis d'identifier : -un impact diffus en hydrocarbures dans les remblais sur la partie arrière du bâtiment avec des teneurs plus marquées (1 500 à 2 200 mg/kg) dans la zone d'entreposage de carcasse de véhicules ; -des teneurs en métaux supérieures au fond géochimique au droit des sondages BGP1, BGP2 et BGP6 avec notamment la présence de cadmium à 13 mg/kg en BGP6 et de cuivre à 360 mg/kg en BGP2.  En 2022, la campagne complémentaire d'analyses dans le secteur Ouest du site a permis de confirmer la présence : -d'anomalies ponctuelles en HCT C10-C40 au sein de nombreux échantillons : 12 600 mg/kg (sondages B4/0,15-0,6 et A9/0,15-0,7), 10 800 mg/kg (A8/0,15-0,7), 11 900 mg/kg (B9/0,15-0,7), 20 200 mg/kg (B8/0,15-06) ; -d'anomalies moins fréquentes en BTEX : 41,4 mg/kg MS (sondage A8/0,15-0,7), 48,3 mg/kg MS (B9/0,15-0,7), 105 mg/kg MS (B8/0,15-06) ;

<p>-de 2 spots en HAP (177 mg/kg sondage B10/0,1506) ou en PCB (6,45 mg/kg sondage B8/0,15-06).</p> <p>Compte tenu de la mise en évidence de pollutions sur le site, l'exploitant a mis en oeuvre différentes mesures (cf. Point de contrôle n°2).</p> <p>A l'issue des travaux de réhabilitation, la société ENGLOBE a réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-36 prélèvements sur les bords et les fonds des fouilles qui montrent l'atteinte des objectifs de dépollution sur l'ensemble des zones, excepté pour le bord de fouille en limite Nord du site (A7) qui constitue une limite technique à l'extension de la fouille ;</li> <li>-des prélèvements des gaz du sol qui ne révèlent aucune teneurs significatives au droit des zones polluées.</li> </ul> <p>Le mémoire de fin de travaux de réhabilitation du 02/09/2022 établi par le bureau d'études SOLER IDE conclut que les objectifs de réhabilitation du site et sa mise en sécurité sont atteints au regard des travaux effectués. Par ailleurs, en l'absence de voie d'exposition potentielle aux polluants, il peut être considéré que le risque sanitaire pour l'usage futur prévu est acceptable. Aucune surveillance environnementale n'est proposée en l'absence d'enjeu environnemental et sanitaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Sans objet.
<b>Observations :</b> Constat du 14/04/2022 : Les extincteurs ne sont pas entretenus.  La cessation d'activité du site ayant été déclarée et le site ayant été mis en sécurité, la vérification des extincteurs du site est devenue sans objet. La cuve de carburant n'ayant pas été inertée, les deux robinets incendie armé du site ont été maintenus en état de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Collecte des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aides d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et de déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 14/04/2022 : Séparateur d'hydrocarbures non entretenu. <p>Comme en atteste l'ordre d'intervention OIV22040154 de la société SARP OSIS Ouest, le séparateur hydrocarbures a fait l'objet d'un nettoyage le 25/04/2022. L'exploitant a fourni le bordereau de suivi de déchets BSD-20220711-377MBWWFA du 11/07/2022 correspondant à 1,96 tonnes de déchets 13 05 07* gérés en filière adaptée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet